

**COMPTE RENDU DE LA COMMISSION DES FINANCES DE L'AMF
DU JEUDI 24 MAI 2007**

LA DEMATERIALISATION

Alain RISSON, Maire de GLUIRAS (Ardèche) et **rapporteur du groupe de travail nouvelles technologies** de l'AMF, représente celle-ci au sein de nombreux **groupes de travail** en charge des questions de dématérialisation, et notamment au sein de la **Structure Partenariale Nationale (SPN)** dédiée aux échanges « ordonnateur-comptable ».

A ce titre, Philippe LAURENT l'a sollicité afin qu'il dresse un **état des lieux** sur certains aspects de la **dématérialisation**.

LE PROGRAMME HELIOS

Ce nouvel applicatif informatique dédié aux échanges comptables sera, d'ici **2008**, installé dans **tous les postes comptables**.

Hélios permettra d'apporter de **nombreux services aux ordonnateurs** et leur assurera une **meilleure lisibilité** et **visibilité des comptes** de la collectivité et des mouvements en cours (état de trésorerie, état des mandats payés).

Il convient de rappeler que ces services ne pourront être opérationnels que si la collectivité transmet également ses données via le **protocole d'échange standard (PES)**.

Toutefois, la **direction générale de la comptabilité locale (DGCP)** s'est **engagée**, pour les collectivités qui ne souhaiteraient pas passer au PES, à continuer d'**accepter** les **protocoles d'échanges actuels** dans leur **dernière version**. Par contre, ces collectivités ne bénéficieront pas en retour des services d'HELIOS.

LA PASSERELLE SECURISEE

A la demande de l'AMF, la DGCP mettra prochainement en place une **passerelle sécurisée** qui tient le rôle du **tiers de télétransmission**. Cette passerelle :

- **réceptionne** les **flux de données**, envoyés par l'ordonnateur,
- **génère un accusé réception**,
- et **assure la transmission** de ces éléments à la personne devant en disposer, en l'occurrence le **comptable**.

La mise en place de cet outil sécurisé est, selon Alain RISSON, la **solution la plus simple et la moins coûteuse** pour les collectivités. Le **tiers de télétransmission** reste, certes, un mode de transmission possible mais qui, à la différence de la passerelle, est un **service payant pour les collectivités**.

Alain RISSON souhaite que cet outil puisse servir d'**exemple** aux **autres ministères** dans le cadre de leur communication avec les collectivités locales.

Aussi est-il préférable, selon Alain RISSON, d'**attendre** encore un peu **avant** de se lancer dans une **démarche de dématérialisation** notamment avec les préfetures,

La commission soutient la demande d'élargissement de la passerelle, sécurisée, mise en place par la DGCP, à d'autres dispositifs de communication qui existent entre l'État et les collectivités.

LA DEMATERILISATION DES PIECES JUSTIFICATIVES

L'AMF participe à la **structure partenariale nationale (SPN)** qui a été mise en place fin 2004, à l'occasion de la signature de la charte sur la dématérialisation. Cette structure réunit **tous les acteurs de la chaîne des échanges comptables** (ordonnateur-comptable-juge des comptes) autour des différents sujets liés à la dématérialisation.

La SPN a notamment pour **rôle de produire des prescriptions** et des **solutions de dématérialisation** qui répondent aux attentes de chacun, assurant ainsi l'**homogénéité** de solutions de dématérialisation sur le territoire. Les **décisions** sont prises de **façon collégiale** et en **concertation** avec tous les acteurs.

Alain RISSON est notamment venu à cette commission pour aborder un **point** qui n'est **pas encore tranché** par la SPN, celui de la **signature ou non des pièces justificatives**.

En effet, la **signature électronique** d'un **fichier** emporte la **signature de tous les documents et pièces** qui composent ce fichier. Or, si pour certains fichiers la signature unique de l'enveloppe contenant l'ensemble des informations est suffisante (mandats, bordereaux, factures,...), dans certains cas, il est **nécessaire de signer l'enveloppe d'envoi** ainsi que les **documents y figurant**.

La commission retient cette proposition. Par conséquent, chaque pièce justificative figurant dans le flux PJ devra être signée, en plus de la signature de l'enveloppe d'envoi de ce flux.

Il s'agit des PJ d'une nature « document », par exemple du type : délibérations, arrêtés, conventions, baux, pièces de marché qui comprennent des éléments financiers.

☞ Cette proposition ne concerne pas les factures (et la notion de service fait), ni les mandats, car il est déjà acquis que, pour ces pièces justificatives, la signature du bordereau vaut signature des factures et des mandats. Dès lors, la signature de la seule enveloppe d'envoi sera suffisante, car elle emportera la signature du contenu.

L'ARCHIVAGE

Alain RISSON rappelle qu'en matière d'**archivage électronique**, ce n'est pas tant la **conservation des documents** qui peut poser des problèmes mais plutôt leur **lisibilité permanente**. En effet, il faut pouvoir mettre en place des **dispositifs d'archivage dynamique**, c'est-à-dire :

- capables de **s'adapter aux évolutions techniques permanentes**,
- et assurer la **lecture d'un document quel que soit son environnement informatique d'origine**.

Les archives de France réfléchissent à cette problématique mais, compte tenu des contraintes techniques fortes, l'**archivage** constituera un **coût pour les collectivités**.

LA PERIODE TRANSITOIRE

Le passage à la dématérialisation induit nécessairement une **période transitoire** qui verra **cohabiter le papier** et la **dématérialisation**. Cette transition s'étalera dans le temps selon le degré et la capacité de chacun à s'adapter.

Aussi a-t-il été **admis**, afin de ne pas bloquer le processus de dématérialisation, de **scanner** une **facture**, reçue sous format papier, afin de la faire parvenir en **fichier joint**.

LA FORMATION DES AGENTS

Pour Alain RISSON, la formation des agents ne posera pas de problème, car l'on passe d'une **informatique de gestion**, qui est **déjà maîtrisée** dans la plupart des collectivités (31 000 collectivités informatisées), à une **informatique de communication**.

A l'issue de cette présentation, Philippe LAURENT propose qu'Alain RISSON vienne, une fois par an, présenter à la commission des finances les avancées en matière de dématérialisation. En tout état de cause, la commission des finances lui renouvelle son mandat et le remercie vivement pour son investissement dans ces différents dossiers.

LE PASSEPORT ET LA CARTE NATIONALE D'IDENTITE

Philippe LAURENT souhaite revenir sur la **jurisprudence** concernant l'obtention par une collectivité du **remboursement par l'Etat** des **sommes** qu'elle engage au titre du **traitement** et de la **délivrance** des **passesports** et des **cartes nationales d'identité**.

Il estime que l'**AMF** doit **se positionner** et **demande le remboursement** au profit de **toutes les collectivités** des **sommes** qu'elles supportent **au titre des missions exercées pour l'Etat**.

Or, pour demander le remboursement de ces sommes, il faut **évaluer** les **coûts supplémentaires** pour la collectivité. Il faudrait trouver un **ratio** qui permette de **déterminer forfaitairement** ce **coût**, et ainsi faire une **demande de remboursement global** pour l'ensemble des collectivités au titre de ces dépenses.

Ce **remboursement « forfaitaire »** permettrait aux collectivités qui ne disposent pas des moyens suffisants pour évaluer le coût supplémentaire, lié à ces « petits transferts », d'en bénéficier également.

La commission suggère que l'on procède à un **recensement** sur l'**ensemble des différentes mesures** qui induisent progressivement un **transfert de charge** au détriment des collectivités.

Certains élus donnant de **nombreux exemples** (refus des préfectures d'envoyer des copies, à charge pour les collectivités de les faire, refus d'envoi des cartes d'électeur vierges, ...).

Par ailleurs, la commission souhaite que le **Comité des finances locales** puisse être **saisi de toutes les questions** qui impliquent un **transfert de charge**.

LE COMPTE FINANCIER UNIQUE (CFU)

Philippe LAURENT souhaite faire part aux membres de la commission des **réflexions** qui ont été menées lors d'un récent **colloque** organisé par les **chambres régionales des comptes** et la **cour des comptes**.

Pour Philippe LAURENT, plus les **comptes publics** seront de **bonne qualité** plus la **collectivité** sera **crédible** par rapport à ses administrés. Il rappelle d'ailleurs que l'**AMF** n'est **pas favorable** à l'élaboration de **référentiels de gestion**, mais plutôt **favorable** à un **outil** qui assurerait la **garantie** de l'**image fidèle des comptes**.

La **création** d'un **document unique** tenant compte des **éléments** du **compte administratif** et du **compte de gestion** pourrait être cet outil. Ce document, contenant les **éléments** du **bilan** (actif et passif), du **compte de résultat** (charges et produits), du **patrimoine** et des **annexes**, serait soumis au **vote** de l'**assemblée délibérante** et pourrait faire l'objet d'une **certification**.

Le **certificateur choisi par la collectivité** engagerait bien entendu sa **responsabilité**.

La **Cour des comptes** souhaite d'ailleurs **œuvrer dans le même sens**, puisqu'elle évoque la **certification des comptes des collectivités** (cf discours de Philippe SEGUIN, ci-joint).

Si les membres de la commission ne semblent pas opposés à une telle réflexion, ils soulignent l'importance de mesurer toutes les interactions qui découleront de la mise en place éventuelle d'un compte financier unique au regard notamment des aspects juridiques, de la co-responsabilité entre le comptable et l'ordonnateur et de l'articulation entre la présentation et le vote du ou des nouveaux documents.

Les membres de la commission seront tenus **informés** de l'**avancement** de ce dossier.

L'ENVIRONNEMENT ET L'ECO-FISCALITE

Monsieur Nicolas DESFORGES et Monsieur Philippe LAURENT ont rencontré Monsieur Guillaume SAINTENY, directeur des études économiques et de l'évaluation environnementale au ministère de l'écologie et du développement durable, afin d'**échanger** sur des **propositions** de **mesures fiscales environnementales** qui pourraient, indirectement ou directement, concerner la **fiscalité locale**.

Au préalable, Philippe LAURENT informe les membres de la commission que le **Ministre de l'environnement** devrait **recevoir** les **élus locaux** sur l'ensemble des questions environnementales.

Parmi les mesures avancées, beaucoup sont des **mesures d'allègement**. Or, si ces mesures peuvent être une bonne idée, les membres de la commission des finances s'interrogent sur la **pertinence** du **niveau communal** pour la mise en place des **dispositifs d'éco-fiscalité**.

Concernant le souhait de **ralentir l'étalement urbain**, un membre de la commission propose de faire parvenir à l'AMF les éléments dont il dispose sur des **travaux** réalisés dans le **département de l'Hérault** sur ce thème (mitage et étalement urbain).

Par ailleurs, un membre fait part de son **inquiétude** face à l'**augmentation** de **demandes de déclaration de vacance des locaux**. En effet, les propriétaires de **résidences secondaires** sont soumis à des **contraintes de plus en plus importantes** concernant la **mise en location** de leur logement, aussi préfèrent-ils **renoncer** à les louer.

Monsieur SAINTENY, retenu par une autre réunion, n'a pas eu l'occasion de présenter les mesures d'éco-fiscalité qu'il souhaitait proposer à la commission des finances. Les membres de la commission n'ont donc pas pu donner leur avis sur ces propositions.

LA REFORME DE LA FISCALITE LOCALE : ETAT D'AVANCEMENT

Le **groupe de travail AMF-ADF-ARF** dédié à la **réforme de la fiscalité** a récemment **auditionné** des universitaires, **experts en finances locales**. Ces derniers ont fait part de leurs **réflexions** concernant les **principes** sur lesquels devraient reposer une nouvelle fiscalité locale :

- **foncier bâti** : ils sont plutôt **favorables** à la **valeur vénale des biens** plutôt qu'à une valeur déclarative contrôlée,
- **taxe d'habitation** : ils s'orienteraient pour une **prise en compte du revenu**,
- **taxe professionnelle** : ils considèrent que les **propositions** du **rapport Fouquet** étaient **satisfaisantes**, au regard notamment de la **valeur ajoutée**.

Enfin, ils estiment qu'il est **préférable** de **se battre** sur la **dynamique des bases**, sur lesquelles reposent la fiscalité locale, **plutôt** que sur les **taux**.

A l'issue de ces auditions et pour faire suite aux différentes réunions du groupe de travail « réforme de la fiscalité locale », un **pré-rapport**, présentant les **orientations** qui pourraient être **avancées en matière de réforme de la fiscalité locale**, devrait être présenté au **Bureau** du **4 juillet** prochain.

Aussi, Philippe Laurent souhaite que la **commission des finances** de l'AMF puisse **se réunir préalablement** pour évoquer ces sujets.

La prochaine réunion de la commission des finances est fixée au mercredi 27 juin 2007 à 14 h30.